DIX CENTIMES

ABONNEMENT
Bruxelles – Province – Etranger
Les abonnements sont reçus exclusivement par tous les BUREAUX DE POSTES.
Les réclamations concernant les abonnements doivent être adressées exclusivement au bureau de poste qui a délivré l'abonnement.
PRIX DES ABONNEMENTS :
3 mois : Fr. 9.00 — 2 mois : Fr. 6.00 — 1 mois : Fr. 3.00
TIRAGE : 125,000 par jour

Le Bruxellois

JOURNAL QUOTIDIEN INDEPENDANT

ANNONCES
Faits divers et Echos . . . . . La ligne, fr. 5.00
Nécrologie 3.00
Annonces commerciales 2.00
Annonces financières 2.00
PETITES ANNONCES. . . La grande ligne. 2.00
Rédacteur en chef : René ARMAND
Rédaction, Administration, Publicité, Vente :
BRUXELLES, 33-35, rue de la Caserne
TIRAGE : 125,000 par jour

LA GUERRE

Communiqués Officiels

ALLEMANDS

BERLIN, 14 février (Officiel), midi :

Théâtre de la guerre de l'Ouest.
Groupe d'armée du feld-maréchal général prince héritier Rupprecht de Bavière :
Groupe d'armée du prince Albrecht de Wurtemberg :

Les Anglais et les Français ont continué leurs reconnaissances en beaucoup d'endroits du front. Au nord de Lens, et en Champagne, de violents combats ont eu lieu à cette occasion. Dans une partie saillante de notre position au sud-est de Tahure, des Français se sont installés. Notre infanterie a ramené des prisonniers en Flandre et sur les coteaux de la Meuse.

Des autres théâtres de la guerre, rien de nouveau.

BERLIN, 13 février (Officiel) :

Rien de nouveau des théâtres de la guerre.

Sur mer.

BERLIN, 14 février (Officiel) :

Le trafic de transports de nos ennemis a subi des pertes sensibles dans la Méditerranée orientale par la destruction de 38,000 tonnes de jauge brute. Il s'agit principalement de transports à destination de l'Orient. La majeure partie de ces succès revient au lieutenant-capitaine Sieff, en dépit de la plus énergique contre-action ennemie. Cinq vapeurs ont été torpillés au sein de convois, dont deux immédiatement devant le port d'Alexandrie. Parmi les autres navires coulés se trouvaient le navire automobile « Glenamoy », jaugeant brut 7,249 tonnes, construit à peine en 1916. Un vapeur était chargé de coton à destination de Marseille, ainsi qu'il ressort des inscriptions apposées sur de nombreuses balles de coton restées flottantes sur le lieu du sinistre. En fait de voiliers, ont été coulés les voiliers anglais : « Apostolis », « Andreas », et « Taxiarchis ».

AUTRICHIEN

VIENNE, 13 février (Officiel) :

Aucune opération à signaler.

TURCS

CONSTANTINOPLE, 12 février (Officiel) :

Rien de particulier sur les fronts.

BULGARES

SOFIA, 11 février (Officiel) :

Front en Macédoine : Dans les environs de Bitolia et près de Dobropolje, la canonnade est devenue plus violente par intermittence. A l'ouest et à l'est du Vardar, quelques attaques et duels d'artillerie. Dans la vallée de la Struma, sur le lac de Butkovo, à l'est du village de Kooprina, notre feu a dispersé plusieurs importants détachements de reconnaissance anglais.

Front de la Dobroudcha : Armistice.

COMMUNIQUES DES ARMEES DE L'ENTENTE

FRANÇAIS

PARIS, 13 février (Officiel), 3 h. P.M. :

Assez grande activité d'artillerie dans la région de Pinon et au nord-ouest de Reims. Nous avons réussi plusieurs coups de main à l'est d'Auberive et dans les Vosges et ramené des prisonniers. A l'est d'Embermesnil une tentative ennemie sur un de nos petits postes est restée sans succès. Nuit calme partout ailleurs.

Aviation. — Des avions ennemis ont lancé chaque nuit plusieurs bombes sur Nancy. Trois personnes de la population civile ont été tuées et cinq blessées.

PARIS, 13 février (Officiel), 11 h. P.M. :

En Champagne, après une courte préparation d'artillerie, nous avons exécuté un large coup de main dans la région au sud-ouest de la Butte-du-Mesnil. Sur un front de douze cents mètres environ nos détachements ont pénétré dans la position ennemie jusqu'à la troisième ligne, bouleversé les défenses de l'ennemi et détruit de nombreux abris. Le chiffre des prisonniers faits par nous dépasse la centaine.

Communiqué de l'armée d'Orient :

Actions d'artillerie à l'embouchure de la Struma, à l'ouest de Doran et au nord de Monastir.

Les aviations alliées ont bombardé avec succès Savjak (nord-ouest de Sérès), Costova sur la voie ferrée Strumitza-Doiran et les campements bulgares de la vallée de la Cerna.

ITALIEN

ROME, 12 février (Officiel) :

Au sud des talus de Sasso Rosso et dans la partie est de la vallée de Frenzela, la grande activité locale se maintenait encore hier matin. L'ennemi fit avancer des masses considérables d'infanterie, qui, réduites par le feu inattendu de notre artillerie, n'ont pu développer aucune activité de quelque importance. Au cours de l'après-midi, la situation était à nouveau rétablie.

ANGLAIS

LONDRES, 12 février (Officiel) :

La nuit dernière, un détachement ennemi a tenté d'exécuter un coup de main contre un de nos postes établi au nord-est d'Epehy : il a été mis en fuite par notre feu.

Hier soir, des régiments de Manchester ont efficacement attaqué les tranchées allemandes établies à l'ouest de La Bassée. Nos troupes ont perdu peu d'hommes, tout en infligeant des pertes sensibles à l'ennemi ; elles ont ramené 7 prisonniers et 1 mitrailleuse.

Nos patrouilles ont fait des prisonniers sur différents points du front.

Dernières Dépêches

Réunion politique à Berlin.

Berlin, 14 fév. — Les représentants des différents partis sont invités à une entrevue auprès du vice-chancelier, M. v. Payer, pour vendredi et samedi. La fraction social-démocratique se réunit en séance à 10 heures du matin, le mardi 19 février, date à laquelle le Reichstag reprend ses discussions. Le député M. Gröber, qui est rétabli après plusieurs mois de maladie, retourne à Berlin, pour prendre la direction de la fraction du Centre.

A la Chambre des Communes.

Amsterdam, 13 fév. — Du « Nieuws van den Dag » : Les débats tenus hier à la Chambre des Communes, trahissent une nervosité à laquelle on n'est pas habitué de la part des hommes d'Etat anglais, habitués à se dominer.

A propos d'un discours de Lloyd George à la Chambre des Communes.

Londres, 13 fév. — Du « Daily News » : « Lloyd George a quitté la salle dans une expression fatiguée et a laissé ses collègues dans l'abattement et dans l'anxiété. Dès le début de la séance on avait l'impression qu'il y avait de la crise en l'air. Cette circonstance doit être et sera examinée à fond. La Chambre des Communes a finalement eu conscience de la responsabilité qui lui incombe. Elle insistera sur le point de savoir à quelles mains est confié le sort de l'armée anglaise et si Haig et Robertson ont été subordonnés au commandement suprême français. Elle exigera des motifs plus impérieux que ceux qui ont été donnés pour le commandement du général Nivelle. On ne peut pas se servir de subterfuges lorsqu'il s'agit d'une affaire d'importance aussi capitale.

» Si l'on dit qu'il s'agit d'un fait accompli et que toute modification serait de nature à créer des difficultés à nos alliés nous répondrons à ceci, que nous nous trouverons dans un bien plus mauvais cas si le Parlement n'agit pas d'une manière énergique et conséquente. Si comme Lloyd George, on admet qu'une attaque contre la droite équivaudrait à une modification dans le gouvernement, nous devons dire, que si nous aussi nous cherchons à éviter une crise, il y a toutefois des intérêts plus importants que toute la machinerie gouvernementale. La question qui nous occupe est de celles-là. Il s'agit pour le Parlement d'établir nettement que l'Angleterre doit être gouvernée par Westminster et non point par Versailles. »

Un emprunt de guerre anglais.

Le « Daily Chronicle » annonce que le gouvernement anglais émettra au mois de mars un grand emprunt de guerre, qui s'élèvera à 40 milliards de shillings, l'Angleterre ayant à endosser les besoins d'argent de deux de ses alliés.

Dans l'état-major anglais.

Londres, 13 fév. — Il circule de nouveaux bruits au sujet d'une retraite imminente de Lord Derby. On s'atend aussi à la démission de plusieurs membres de l'état-major général. D'autre part, on est d'avis que le chef de l'état-major Robertson resterait à son poste.

Les vœux des ouvriers anglais après l'ouverture des négociations de paix.

Zürich, 13 févr. — Une lettre de Londres à la « Nouvelle Gazette de Zürich » constate la résistance des ouvriers anglais contre tout appel au recrutement des hommes restants de la nation, pour autant que le gouvernement ne se montre point décidé à admettre les buts de guerre du parti ouvrier et ne promette point de faciliter la réunion d'une conférence inter-alliée des ouvriers. La lettre fait également mention de négociations au cours desquelles il a été décidé de suspendre le travail, si le gouvernement ne donne pas de garanties suffisantes pour l'ouverture de négociations de paix selon les vœux de la classe ouvrière et continue ensuite en ces termes : « Ceci est tout à fait inouï. Il importe peu qu'une partie du peuple puisse être précieuse pour faire la guerre, puisse dicter ses ordres au gouvernement par la menace, en matière de politique étrangère. L'épidémie bolcheviste semble rapidement s'étendre de l'est vers l'ouest et constituera à côté de la guerre un réel danger pour la culture et pour l'ordre social. Arthur Henderson, chef du parti ouvrier, ne se dissimule point ce danger. Il engage le gouvernement à faire des concessions quant à la question de forme et à traiter séparément avec les représentants des corporations des mécaniciens; d'un autre côté, il adresse un appel aux ouvriers pour leur faire comprendre la gravité de la décision consistant à exiger sous menace d'une suspension immédiate du travail, que le gouvernement déclare un armistice et entame des négociations avec les Puissances Centrales. L'ouvrier anglais, ainsi continue le correspondant, comprendra certainement l'appel fait à son bon sens. Rien n'empêche les ouvriers anglais et les chefs du parti socialiste de réaliser dans un avenir prochain, leurs plans par des moyens constitutionnels. Ils disposent d'autant plus de ressources que des indices de dissolution du Parlement commencent à se manifester.

Dans le parti socialiste français.

Paris, 13 fév. — L'Association socialiste du département de Seine-et-Oise s'est ralliée aussi au programme de paix adopté samedi par la minorité radicale. Jusqu'à ce jour, le département de Seine-et-Oise était acquis aux vues de la majorité.

L'agriculture française.

Paris, 13 fév. (Ag. télégr. suisse). — Le département de la guerre vient d'envoyer à tous les commandants de régiment une circulaire dans laquelle il est dit que jusqu'au premier mai les agriculteurs servant dans l'armée française, doivent être envoyés en congé dans la mesure la plus étendue, car il est indispensable pour la France que la superficie cultivée soit agrandie, si l'on ne veut pas que des mesures restrictives plus sévères doivent être prises.

Restrictions alimentaires en France.

Paris, 13 fév. — Le Conseil des ministres qui s'est réuni mardi, a décidé la fermeture complète de tous les magasins débitant du chocolat et des biscuits. Ensuite il a défendu la consommation du pain, du beurre et du fromage dans les hôtels. Le froment ne peut être employé qu'à la panification. D'autres arrêtés encore entreront en vigueur sous peu. Le ministre du ravitaillement a proposé de défendre aux restaurants de servir encore des repas entre les repas principaux.

M. Wilson et les conditions de paix.

Le « Matin » annonce que M. Wilson a invité les puissances alliées à participer à une conférence pour fixer les conditions de paix.

Le ravitaillement de l'Italie.

Le « Journal des Débats » annonce qu'on a reçu à Washington un appel urgent du gouvernement italien qui demande qu'on fasse tous les efforts possibles pour faire parvenir des vivres à l'Italie.

Pillage en Finlande.

Stockholm, 13 fév. — D'après des nouvelles reçues par la délégation finlandaise à Stockholm, la ville de Viborg serait livrée depuis plusieurs jours au pillage systématique des troupes russes, qui font valoir comme prétexte la recherche de vivres.

Les Soviets russes.

Le « Daily Mail » apprend de Pétrograd que le Congrès des Soviets russes a décidé de s'établir en permanence jusqu'à ce que la Russie reprenne avec tous les belligérants les rapports économiques du temps de paix.

La presse allemande et la situation à l'Est

Berlin, 13 fév. — De la « Gazette de la Croix » : Le haut commandement de notre armée persiste à objecter qu'il n'y a pas lieu de conclure une paix qui contiendrait le germe de nouvelles hostilités ultérieures, vu le manque de garanties du côté russe, où il a même été prouvé que les chefs militaires prenaient la direction du mouvement provocateur en vue d'amener les soldats allemands à se débarrasser de leurs officiers; on ne peut tolérer davantage la tactique de Trotzki !

Du « Lokal Anzeiger » : Il faudrait pouvoir traiter avec un gouvernement russe analogue à celui de l'Ukraine; une convention avec les chefs russes actuels ne tiendrait pas; nous ne pouvons nous prêter davantage au jeu de Trotzki dans l'intérêt du parti bolchéviste; en attendant, nous ne pouvons conclure à un changement dans la situation militaire à l'Est.

Ne perdons pas de vue l'instabilité en Russie, où les Bolchévistes ont irrité une grande partie de la population en ne respectant pas les institutions religieuse, et ont également gâté les choses en Finlande. A noter aussi que le peuple russe voudrait un reglement immédiat de la réforme agraire. Il s'est déclaré au Congrès de Moscou en ce sens, qu'un retard est inadmissible à l'imminence des travaux agricoles; qui se donnera la peine de cultiver avant de savoir si la récolte sera pour lui ? Chacun ne se préoccuperait-il pas plutôt de retirer de la faillite russe tout ce qu'il pourrait en obtenir ? D'autre part, les Centraux, en parvenant à conclure la paix avec l'Ukraine, ont fait perdre aux Bolchévistes le plus gros de leur prestige; les excès de la population continuent dans toutes les villes.

De la « Gazette générale de l'Allemagne du Nord » : Trotzki met le monde en présence d'une nouvelle énigme. Il apporte quelque chose d'inédit : « La fin de la guerre accompagnée du refus de conclure la paix »; ainsi la Russie et les Centraux demeurent ennemis, tout en déclarant les hostilités terminées; on ne peut que formuler ses réserves quant aux conséquences.

De la « Germania » : En droit, c'est la continuation de l'état de guerre; nous pourrions toutefois nous prémunir contre tous dangers par l'exécution énergique du programme de notre chancelier, savoir : liberté d'action au front Ouest et reconnaissance du droit de disposer d'elles-mêmes aux nations-frontières de l'Est; mettons en œuvre ce programme sans le concours des Russes en Courlande, Pologne et Lithuanie; dès que nous aurons réalisé cette situation pour les peuples frontières, aucun d'eux n'élèvera la voix contre nous dans la suite des négociations; que l'Allemagne soit à la hauteur de cette mission qui demande des vues politiques profondes et de l'habileté dans les rapports avec les peuples, qui exclut les moyens violents et doit assurer à ces nations ce que nous leur avons promis; n'allons pas gâter en politique les succès de nos armes !

De la « Gazette de Francfort » : Une paix définitive est impossible avec des Trotzki et consorts; quant à savoir avec quel gouvernement russe subséquent on aurait affaire, cela dépend de l'évolution en Russie. Somme toute, même sans ajouter foi aux dires de Trotzki, on considère la guerre comme ayant pris fin à l'Est, d'ailleurs il avoue lui-même que son pays n'est plus à même de continuer les hostilités.

Que sera le gouvernement russe avec lequel on pourra sérieusement négocier et qu'adviendra-t-il dans l'entretemps ? Les Centraux vont-ils promptement tirer parti de la situation politique et militaire, ou bien attendront-ils les phases suivantes du chaos russe ?

Du « Hamburger Fremdenblatt » : Trotzki est responsable de la rupture des pourparlers à Brest-Litowsk; il constate que son jeu ne prend plus; la conclusion de la paix avec l'Ukraine lui rend la situation intenable; le terrain branle sous les pieds de Lenin et consorts, aussi cherchent-ils une échappatoire, et s'imaginent l'avoir trouvée en déclarant la guerre finie, et en nous tournant simplement le dos sans se préoccuper davantage du sort des territoires occupés. C'est là une fuite peu honorable. Ou bien on conclut la paix, ou bien on ne la conclut pas. Quant à la prétendue démobilisation de l'armée russe, elle nous fait l'effet d'un simple virement de comptes et nous craignons même que ces troupes de Gardes rouges ne se constituent en armée révolutionnaire. Selon le principe bolchéviste, qui ne veut pas la paix, ne veut pas non plus la guerre, mais vise à la révolution. Le monde entier aura ici la preuve qu'il faut s'en prendre au Bolchévisme si la paix n'est pas conclue. En acquiesçant à la demande de Trotzki nous le relèverions aux yeux de sa nation; nous voulons que celle-ci entende proclamer la paix comme venant de nous, qu'entretemps, elle ne considère la guerre comme terminée qu'au front de l'Ukraine où le traité est en règle. D'ailleurs, si Trotzki a fait démobiliser, comment se peut-il, par exemple, qu'à Mohilew des troupes de Pologne combattent des troupes de Pétrograd, et que les soldats se groupent en vue de piller. Il n'y a donc, pour nous, qu'à attendre le règne d'un gouvernement russe avec lequel nous puissions traiter.

Le « Vorwärts » blâme la proposition de certains de ses confrères, demandant que l'Allemagne, par une pression militaire, contraigne la Russie à signer une paix en règle, et ajoute : « Quelle serait l'impression sur la nation allemande et sur nos Alliés si, en réponse à Trotzki, comme quoi il ne continue pas la guerre, nous déclarions vouloir la continuer ? Est-il certain qu'en reprenant les hostilités on assisterait sans trop tarder à l'avènement d'un gouvernement russe à tendance plus favorable ? L'opinion de notre démocratie est connue : elle s'oppose à tout manque de netteté dans les relations russo-allemandes, c'est pourquoi elle ne se contente pas de la présente « cessation des hostilités » mais réclame une paix effective, conclue sur des abses conformes à ce qu'attend le peuple russe comme le nôtre : bref, un lien entre les peuples, non pas un joug que l'on voudrait secouer dès que les circonstances s'y prêteraient. »

Les effets de la guerre sous-marine.

Il ressort des délibérations de la Chambre Française du 25 janvier à quel point la disette du tonnage influe d'une façon néfaste sur le soutien de la France par les pays d'outre-mer. Le sous-secrétaire d'Etat Linier a déclaré qu'il avait réussi à abaisser notablement le prix du transport de la France vers l'Algérie, à la suite duquel fait la navigation neutre à suspendre toute traversée. Les vaisseaux de l'Extrême-Orient, ont dû être retirés. Pour la communication avec l'Indo-Chine on ne dispose plus que d'un vapeur par mois, qui toutefois ne va pas plus loin que Port-Said, où il charge les marchandises amenées par les navires japonais ou neutres et s'en retourne ensuite. Le député Beussenot a déclaré qu'à la fin de l'année, près d'un million de tonnes, dont la moitié consiste en vivres et en matériel de guerre a dû être laissé non chargé, dans les colonies lointaines. Le député Benissen a violemment attaqué les armateurs, parce qu'ils remisent leurs vaisseaux de peur de les perdre et afin de faire des affaires d'autant plus fructueuses après la guerre. Ce député ayant été dans l'intervalle nommé commissaire pour les transports par mer, il en résulte que ses déclarations acquièrent une importance particulière.

Réponse du président Wilson aux Puissances centrales

Washington, 12 fév. — Voici, en substance, la teneur du discours de Wilson au Congrès :

Aux discours prononcés par le premier ministre anglais le 5 janvier et par moi le 8 janvier, le chancelier von Hertling et le comte Czernin ont répondu, le 24 du même mois, dans un sens différent. Autant l'impression causée par la réponse de ce dernier est favorable, autant celle du comte von Hertling m'a paru indéterminée et équivoque. On y relève un ton très différent de celui adopté par le comte Czernin, et la poursuite d'un but opposé, rappelant la malheureuse impression qui nous reste des conférences de Brest-Litowsk. Le chancelier ne tire de l'échange de vues aucune conclusion pratique, il se méfie de toute action ou négociation internationale. Il dit accepter le principe d'une diplomatie non secrète, mais avec des restrictions; et il estime que les questions territoriales devraient être tranchées non pas en des délibérations internationales, mais individuellement entre nations limitrophes. Il se rallie au principe de la liberté des mers, mais émet des doutes quant aux mesures internationales prises dans l'intérêt du bon ordre mondial. Il serait d'accord pour supprimer les frontières économiques; mais il ne s'ensuivrait pas une abolition du militarisme, avec lequel il semble se croire obligé de vivre en bons termes. Il n'objecte pas à une diminution des armements, mais trouve que ce point se réglera de lui-même, par la force des circonstances économiques, après la guerre. Il réclame la restitution des colonies allemandes. Il ne veut discuter au sujet des peuples de la Baltique qu'avec des Russes, au sujet de l'évacuation de la France qu'avec des Français, de la Pologne qu'avec l'Autriche; pour solutionner les questions balkaniques il s'en remet uniquement à l'Autriche et à la Turquie, et ainsi de suite. Après ces règlements individuels des différents côtés, il ne s'opposerait pas à une Ligue des nations en vue d'assurer le nouvel équilibre des Puissances.

On se rend compte que, sur ces bases, on ne peut arriver à la conclusion d'une paix en tenant compte des sacrifices et des souffrances de plusieurs années. C'est le point de vue adopté au Congrès de Vienne; or, ce que nous visons, c'est une paix mondiale, non pas boiteuse. Peut-être M. Hertling ne le comprend-il pas. A-t-il oublié la décision du Reichstag du 19 juillet dernier, laquelle parle des conditions d'une paix générale, non pas d'arrangement d'Etat à Etat limitrophes, et ne mentionne aucune extension de territoire ? Mon sentiment, c'est que tous ces problèmes intéressent le monde entier et ne peuvent être traités séparément dans tous les coins, c'est que personne ne doit être exclu des délibérations, lesquelles concernent l'humanité entière, alors que les questions résolues par la force des armes ne peuvent l'être définitivement et exposent à une guerre de revanche.

M. Hertling ne sait-il pas qu'il parle en ce moment devant le monde entier, qu'il est jugé par n'importe quels politiciens de n'importe quel pays, par un jury reconnu par la susdite séance du Reichstag ? On proposait de renoncer aux annexions, aux indemnités, aux pénalités, à livrer une nation quelconque à l'autorité d'un groupe adverse, à contrevenir aux revendications nationales; le droit des nations de disposer de leur destinée n'est pas un vain mot, c'est un principe d'importance commerciale que les hommes d'Etat devraient se garder de violer. Il faut qu'à chaque question tous les intéressés participent aux débats.

Les Etats-Unis ne veulent pas s'ériger en arbitre pour les affaires d'Europe. Ils interviennent dans cette guerre parce qu'ils sont du nombre des préjudiciés qui souffrent des maux causés au monde par la caste militaire allemande. Dès lors, les débats concernant la paix les intéressent; et ils ne voient aucun moyen de conclure la paix avant d'avoir extirpé la cause de la guerre et les risques d'un renouvellement de celle-ci.

Cette guerre a débuté par la violation des droits des petites nations; c'est ce qu'il faudrait rendre désormais impossible, et cela à tout prix, par l'union de tous les pays partisans de la cause du droit. M. Hertling admet les traités entre grandes Puissances pour les questions territoriales et les relations politiques, il devrait penser de même concernant les questions économiques. Il désire un arrangement général et des garanties pour le commerce et l'industrie; qu'il ne s'attende pas à les voir se réaliser sans un règlement simultané des autres questions. Des traités séparés, conçus dans un esprit d'intérêt égoïste au sujet du commerce et des matières pour l'industrie ne peuvent constituer des bases pour la paix, et nous pouvons lui affirmer qu'ils ne résoudraient pas non plus les questions relatives aux provinces et aux races diverses.

Le comte Czernin, lui, entrevoit nettement les bases de la paix. Parlant de l'indépendance de la Pologne, il en fait un objet de délibérations européennes; il déclare que la Belgique doit être évacuée et restaurée quels que soient les sacrifices nécessaires, et ce dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité. Il déclare se rallier plus facilement que l'Allemagne aux buts de guerre exposés par les Etats-Unis; il irait même encore plus loin s'il était libéré de toute alliance et n'avait pas à tenir compte de l'Empire allemand.

Les principes à appliquer sont : 1) Chaque clause d'une convention finale doit se baser sur le droit et être réglée de façon à amener une paix durable; 2) ni Etats ni provinces ne doivent passer d'un régime souverain à un autre comme on ferait des jetons d'un jeu; 3) toute question territoriale doit être résolue à l'avantage du peuple préjudicié; 4) toutes revendications nationales doivent être satisfaites, de façon à ne pas donner prise ultérieurement à des discordes et antipathies nuisibles à la paix de l'Europe, par conséquent du monde.

Il est possible de délibérer sur une paix générale en ce sens; sinon nous ne pouvons que continuer la guerre; ces principes sont d'ailleurs admis par tout le monde, exception faite pour la caste militaire annexionniste allemande; dès lors, leurs adversaires ne sont pas en nombre pour prévaloir. Il est triste de constater que ce parti d'Allemagne est résolu à sacrifier des millions d'hommes pour empêcher ce que le monde entier trouve équitable. En m'exprimant autrement, je ne serais pas le porte-parole des Etats-Unis; et nous ne pouvons changer notre ligne de conduite. Nous n'aurons de repos avant d'avoir lutté pour y parvenir; nous accélérerons nos transports de troupes, nous mettrons toutes nos forces dans cette guerre de libération qui doit délivrer le monde d'une menace perpétuelle du despotisme d'un groupement d'autocrates. Nous serons inébranlables quelles que soient les difficultés et les retards à venir. Nous estimons que notre vœu est celui de toute l'humanité civilisée. En dehors de ces principes, le monde ne connaîtra pas la paix véritable, il ne sera jamais dans de bonnes conditions de développement.

J'ajoute qu'aucune de mes paroles ne doit être considérée comme menaçante, ce qui serait contraire à l'état d'esprit de notre nation. J'ai simplement tenu à faire connaître au monde les tendances de l'Amérique, à lui expliquer que nous sommes véritablement épris de justice et d'autonomie, non seulement en paroles, mais en actions. La Puissance des Etats-Unis n'est une menace pour aucune nation; jamais elle ne sera appliquée ni dans un but agressif ni pour satisfaire à des intérêts égoïstes. Elle est conforme à la liberté, et se tient au service de cette dernière.

Le « Belgischer Kurier » fait suivre le message de M. Wilson, des commentaires suivants :

« En réponse aux discours du chancelier allemand et du comte Czernin et en guise de complément aux récentes décisions du Conseil de guerre de Versailles, Wilson a adressé un nouveau message au Congrès américain.

Jusqu'ici Wilson a parlé aux représentants des Puissances centrales à peu près comme un professeur ordinaire qui n'est pas du tout satisfait de quelques élèves qui pour leur composition latine auraient constamment reçu la mention « absolument insuffisant », six mois avant l'examen définitif. Dans son allocution publiée aujourd'hui, le professeur a adouci son ton de quelques nuances. L'un des élèves obtient maintenant la note « au total suffisant ». L'autre est gratifié tout au moins d'un léger adoucissement pour ses travaux toujours peu satisfaisants. A vrai dire c'est là tout ce qu'on peut constater de réjouissant dans ce discours plus que de longue haleine. En fait le point de vue du « *praeceptor mundi* » ne s'est pas déplacé d'un pouce. Ce qui suit est pourtant encore nouveau : Aucune suite formelle n'est donnée encore à l'invitation du comte Czernin à des négociations séparées entre l'Autriche et les Etats-Unis. Mais là où perce le bout de l'oreille c'est quand on exige pour prix de ces négociations, que l'Autriche fasse abandon de son alliance avec l'Allemagne, ce qui est un début sans issue; bien qu'on serait tenté en qualité de satirique, de souhaiter que notre allié se laissât aller de notre consentement à des négociations séparées avec l'Entente. Que ne verrait-on pas de poignant, si notre adversaire avait les mains libres pour réaliser en fait ses rêves de droit d'autonomie des peuples, de justice et d'amour de l'humanité. Les quatre conditions nouvelles formulées par Wilson comme bases de la paix mondiale, ne méritent pas d'être traitées matériellement. D'ailleurs il est égal que le vague presque enfantin de ses nouveaux buts de guerre provienne de son incapacité d'envisager concrètement les problèmes de la guerre mondiale ou que cette obscurité repose sur une arrière-pensée voulue : qu'il nous suffise de constater qu'il est complètement impossible de discuter matériellement ce flux de paroles

Pour le surplus on peut résumer en peu de paroles tous les artifices oratoires de Wilson. Après avoir fait ressortir l'impossibilité d'abattre les Puissances centrales, il dit qu'il faut les déprimer. Après l'inutilité de la supériorité numérique sur les champs de bataille, il faut tenter une meilleure chance dans la salle des Conférences. L'étonnement sans bornes du brave Wilson est d'autant plus réjouissant, que nous n'avons pas encore consenti à abandonner sans résistance nos succès militaires, pour nous laisser transformer par l'art oratoire de la majorité de nos ennemis, de vainqueurs en vaincus sans volonté. Aussi longtemps que M. Wilson s'en tient à cette conception particulière, nous devons de toutes façons en appeler ultérieurement encore à la décision des armes. Il devra toutefois nous concéder, qu'après les expériences faites, nous entrevoyons cette décision avec une confiance au moins égale à celle dont il se prévaut pour les Etats-Unis.

Ce que dit la presse allemande.

La « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » dit que le nouveau ton des déclarations du Président des Etats-Unis est décidément un progrès, quoique matériellement le message ne contienne rien de nouveau. Ce n'est pas nous, dit le journal, ni nos alliés qui préparons des obstacles à la paix, mais les propres alliés de Wilson. M. Wilson doit d'abord s'adresser à ses alliés s'il veut les convertir à ses principes, dont ils ne veulent toutefois rien savoir. Il serait à souhaiter que le président Wilson qui prétendûment ne désire pas s'immiscer dans les affaires européennes ou s'ériger en arbitre des questions territoriales européennes s'en tint de nouveau strictement à la doctrine de Monroë, considérée jadis comme sacro-sainte aux Etats-Unis. Jusqu'ici ses propositions n'ont d'autre but que d'imposer au monde une paix anglo-saxonne. Ce ne serait point là une paix durable, mais une domination tyrannique de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Le « Tägliche Rundschau » est d'avis que Wilson s'est servi cette fois du langage civilisé, qui lui est propre en d'autres circonstances, mais il n'a point abandonné sa vieille tactique d'excitation haineuse contre l'Allemagne, ni la tentative de semer la discorde entre les Puissances centrales, ni perdu de vue son but : l'instauration de la domination mondiale anglo-américaine sous la firme de la « communauté des peuples ».

La « Gazette de Voss » dit : La Cour de justice de l'humanité à la Wilson, voile les prétentions de l'Amérique d'occuper la présidence dans le tribunal mondial, qui décidera non seulement de l'Allemagne et de l'Europe, mais du partage du monde entier.

Le « Berliner Lokal Anzeiger » écrit : Si Wilson trouve le discours du comte Hertling vague et embrouillé, nombreux sont ceux qui peuvent dire que le flux trouble de son discours est également impénétrable cette fois. La Cour de justice de l'humanité qu'il déclare être la mesure de l'application de ses principes n'est qu'une phraséologie voilée pour indiquer qu'à la table des négociations, les Puissances centrales, doivent être dominées par la majorité des deux Puissances anglo-saxonnes.

La « Volkszeitung » est d'avis que la dissension que Wilson prétend avoir découverte entre l'Allemagne et ses alliés n'existe pas.

La « Gazette de la Bourse » dit : En disant que le discours du comte Czernin laisse plus clairement apercevoir une base pour la paix générale que celui du comte von Hertling, le président Wilson devrait songer que ces deux hommes ont des intérêts différents, c'est-à-dire que les buts de guerre de l'Autriche pourraient être autres que ceux de l'Allemagne. L'Allemagne ne peut ainsi sans plus, abandonner tout sans avoir une garantie équivalente sous forme d'une assurance que son territoire restera inviolé.

Du « Berliner Tageblatt » : Toutes les belles paroles ne peuvent faire oublier que le Conseil de guerre suprême des Alliés a rejeté jusqu'à contre-ordre la paix universelle à Versailles. Ce Conseil de guerre a désigné comme tâche unique et immédiate des Alliés, de continuer la guerre jusqu'à la dernière extrémité, jusqu'à ce que les conditions posées par les Alliés soient réalisées; le discours de Wilson ne peut faire oublier que ces conditions sont inacceptables pour l'Allemagne; ce discours n'est pas pauvre en paroles ou en idées auxquelles on pourrait acquiescer sans plus, mais comme il fait tellement ressortir les contradictions existant entre le discours du Chancelier et d'autres déclarations, on ne doit pas non plus être aveugle pour celles qui existent entre ses paroles et l'opinion globale exprimée par les gouvernements de l'Entente à Versailles; le nouveau discours n'aura de valeur pratique que le jour où la politique d'ensemble de l'Entente se décidera en faveur de la paix universelle.

L'opinion de la presse hollandaise.

La Haye, 12 févr. — Du « Nieuwe Courant » : En général, le message de Wilson est animé d'un esprit conciliant. Il ne contient aucune parole de haine et fait ressortir expressément qu'il ne constitue pas davantage une menace. A ce point de vue, il est l'opposé de la déclaration de Versailles. Wilson cherche à amener un conflit entre le Chancelier et la résolution du Reichstag du 19 juillet 1917; nous doutons s'il en a le droit. De sincères amis de la paix en Allemagne assurent que le Chancelier se base d'une façon non équivoque sur cette résolution, car il n'y a aucun motif pour qu'il soit enchaîné au parti militaire.

Amsterdam, 12 févr. — De l'« Algemeen Handelsblad » : Le message du président Wilson fournit une base qui peut être acceptée et discutée par chaque pays, et être adoptée comme règle générale pour les négociations. Lloyd George, Clemenceau et Sonnino n'ont-ils pas conscience qu'ils parlent devant le Forum de l'humanité et qu'en fin de compte, il y a une fin à l'effusion de sang, au martyre et aux partisans du meurtre !

DÉPÊCHES

(Reproduites de l'édition précédente.)

Conseil des ministres à Paris.

Genève, 13 févr. — Un grand conseil des ministres a eu lieu hier à Paris, sous la présidence de Poincaré, et s'est occupé de la situation diplomatique et militaire créée par la suspension de l'état de guerre au front russe.

Conséquences de la paix au front de l'Est.

Berlin, 13 fév. — Le traité de paix avec l'Ukraine et la déclaration de Trotzki, fait observer le « Belgischer Kurier », contraint au repos permanent le fameux rouleau compresseur russe que Lloyd George remettait sous pression après chaque raté dans sa tentative de marche sur Berlin et Vienne : et ce en lui fournissant, en guise de combustible, des multitudes de soldats russes qui se sacrifiaient pour les visées conquérantes d'Albion tout en plongeant leur propre pays dans une détresse innommable. C'est vainement que Lloyd George, le prolongateur des hostilités, a encore tenté, au dernier moment, de sauver si peu que ce fût. Les victoires de Hindenburg et de Lüdendorff, l'attitude incomparable de la nation allemande ont détruit ses espérances une fois pour toutes : en effet, la guerre sur deux fronts dans le but de prendre l'Allemagne entre deux feux devient une guerre sur un seul front; les conditions se trouvent grandement modifiées, et le premier ministre anglais portera la responsabilité des flots de sang qui vont encore couler.

L'espoir de l'Italie dans ses alliés.

Berne, 12 févr. — Le « Corriere della Sera » se joint à l'avertissement du « Manchester Guardian » qui préconise que l'état-major inter-allié ne néglige point l'Italie et demande de nouvelles troupes auxiliaires pour le printemps, l'Italie ne disposant pas de troupes suffisantes pour changer fréquemment ses troupes de première ligne, le ramollissement de la force de résistance a notamment été la cause de la catastrophe de Kafreit. L'Entente doit défendre le front italien et notamment le dos de la France ainsi que la communication vers l'Orient.

Berlin, 13 févr. — Le comte von Hertling, Chancelier de l'Empire, est parti hier soir, à 8 h. 45, de la gare d'Anhalt pour Hombourg.

Berlin, 13 févr. — De la « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » : M. von Payer, vice-chancelier, s'est rendu avec le chancelier au grand quartier-général, afin de se présenter à l'Empereur et de participer aux délibérations. L'évêque de Kowno, Karewicz, qui a été reçu par le chancelier de l'Empire, lors de son séjour à Berlin, s'est présenté également au ministère des affaires étrangères où il a exprimé une série de desiderata.

M. Radoslawoff à Berlin.

Berlin, 13 févr. — De la « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » : Le président du Conseil bulgare, M. Radoslawoff, est arrivé ce midi à Berlin, afin de s'entretenir avec le Chancelier de l'Empire et avec d'autres personnalités dirigeantes, des questions politiques après clôture des négociations à Brest-Litowsk.

Les funérailles d'Abdul-Hamid.

Constantinople, 13 févr. — L'inhumation de l'ancien sultan Abdul-Hamid a eu lieu aujourd'hui dans le mausolée de son aïeul, le sultan Mahmoud. Le cortège funèbre, parti du Sérail, était celui d'un souverain régnant.

Troubles en Danemark.

Copenhague, 12 fév. — Les manifestations des bandes de jeunes socialistes et de syndicalistes ont provoqué des échauffourées dans nos rues cet après-midi. En suite à une assemblée populaire tenue vers midi en dehors de la ville, les fauteurs de troubles, précédés de drapeaux rouges, se sont frayés passage à coups de revolver dans la ville, où ils prirent d'assaut la Bourse et rouèrent de coups de bâton les habitués de cet établissement. De nombreuses vitres furent cassées, et l'intervention de la police ainsi que des pompiers donna lieu à de sanglantes bagarres.

Des scènes analogues se déroulèrent dans d'autres villes danoises et de nombreuses arrestations furent opérées. Outre un grand nombre de passants blessés on dut transporter à l'hôpital deux policiers gravement atteints à coups de pierres. On craint pour le soir une répétition des désordres de la journée, en tout cas les troupes sont tenues prêtes à agir. Les locaux du journal « Socialdemokraten » durent être protégés par de fortes divisions de police contre les attaques des manifestants, lesquels étaient exclusivement des jeunes socialistes, à l'exclusion de membres de l'ancien parti.

L'attitude de la Roumanie.

Paris, 13 févr. — Du « Matin » : Le gouvernement roumain a été pressenti par l'ambassadeur à Jassy, au sujet des conséquences étendues qu'aurait une déviation de la politique commune. Le nouveau gouvernement roumain a pris connaissance de cette communication sans toutefois y répondre.

Amsterdam, 13 févr. — De Jassy au « Times » : Le Cabinet constitué par le général Averescu, destiné à régler la situation nouvelle créée en Roumanie, se compose d'hommes n'ayant pas joué jusqu'ici de rôle dans la politique roumaine et occupant pour la première fois des fonctions ministérielles.

Annulations des emprunts d'Etat russes.

Pétrograd, 12 fév. — Le décret suivant arrêté en séance du Comité central du pouvoir exécutif daté du 3 février, annule les obligations contractées par l'Empire russe :

1) Toutes les dettes d'Etat des gouvernements de la bourgeoisie russe sont déclarées nulles à dater du 1er décembre 1917 (vieux style); leurs coupons échéant en décembre ne sont plus payables.

2) Sont également nulles, toutes les garanties émanant de ces gouvernements pour des emprunts concernant des entreprises diverses.

3) Tous les emprunts étrangers sont annulés sans conditions.

4) Les obligations à court terme restent valables, mais les intérêts n'en sont pas payés; ces obligations sont assimilées à des bons de crédit.

5) Les citoyens peu fortunés nantis de titres d'emprunt jusqu'à concurrence de 10,000 roubles, peuvent les remplacer par des titres d'emprunt, de la nouvelle république socialiste fédérative consultative.

6) Les sommes placées aux caisses d'épargne de l'Etat sont insaisissables ainsi que leurs intérêts. Les titres d'emprunts annulés en dépôt aux caisses d'épargne sont rachetés par la nouvelle république.

7) Des dispositions spéciales seront arrêtées relativement à l'expropriation de communes et analogues.

8) La liquidation des emprunts est confiée à la direction du Conseil supérieur d'économie sociale.

9) Le pouvoir exécutif est conféré à la Banque Nationale

10) La classification des citoyens peu fortunés est confiée à des Comissions spéciales, qui auront le droit de confisquer complètement les fonds d'épargne ne résultant pas des économies du travail, alors même que ces économies n'atteindraient pas 5,000 roubles.

11) Concernant la nationalisation de la marine marchande, toutes les entreprises de navigation, compagnies commerciales, etc., seront déclarées propriété nationale de la République par décret de la Commission du Peuple, exception faite pour certains bateaux moins importants dont la classification sera déterminée ultérieurement.

Un décret a également été publié relativement aux actions de capital des banques privées. (En somme, voilà tous ces capitaux confisqués et remis à la banque populaire de la République russe.) Un collège financier a été institué, en outre, sous la dénomination de Commission financière du peuple.

Echos et Nouvelles

UN DANGER POUR LA VERRERIE BELGE.

De l'« Indépendance belge » : De nouvelles machines à souffler le verre à vitre qui fonctionnent avec succès aux Verreries de l'empire (Empire Glass Plant), à Shinglehouse, en Pensylvanie, semblent indiquer que le développement de l'industrie verrière est sur le point d'entrer dans une phase nouvelle. Au lieu de souffler le verre en canons, que l'on doit aplatir ensuite, on le souffle directement en feuilles ayant les épaisseurs et grandeurs usuelles demandées par le commerce. Ces feuilles, absolument plates, n'ont besoin, après refroidissement, que d'être mises en caisses préparatoirement à l'expédition.

Il y a 12 ou 15 ans, lorsque les machines à souffler les canons de verre commencèrent à être appliquées avec succès en Pensylvanie, le monde verrier européen ne s'en émut guère, se basant sur des fiascos antérieurs pour nier le succès de tentatives nouvelles. Ce ne fut qu'après que le soufflage mécanique eût atteint en Amérique des proportions menaçantes, que l'industrie belge se décida à envoyer une députation l'étudier sur place. Je ne sais au juste à quelles conclusions arriva cette députation, mais elles ne durent pas être favorables, puisque le soufflage à la machine ne fit dans la suite aucun progrès apparent en Belgique. Deux années avant la guerre, un maître de verreries bien connu, que je rencontrai à Bruxelles, me dit qu'il était convaincu que quels que fussent, au point de vue américain, les avantages du soufflage mécanique, l'industrie verrière belge n'avait rien à craindre d'un procédé qui ne pouvait produire que du verre absolument inférieur comme qualité. A l'époque même où ce patron verrier parlait ainsi, les machines à souffler produisaient déjà régulièrement du verre si parfait, que jamais le soufflage humain n'en produisit de pareil. A l'heure qu'il est, le commerce américain a si bien reconnu la qualité du verre mécanique, que le prix offert pour celui-ci est plus élevé que pour le verre produit par le soufflage humain.

LE FLAMAND DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Nous avons annoncé samedi que voulant, dès son entrée en fonctions, donner une preuve de modération et de bon sens la nouvelle Députation permanente du Conseil du Brabant, conserverait à son service le personnel de l'administration provinciale.

Si ces fonctionnaires, que les patriotards ont fort critiqué lors de la séparation administrative, recueillent aujourd'hui les fruits de leur courageuse attitude, ils le doivent surtout à l'énergie de l'actuel chef du personnel, M. Gustave Decorte.

Le vaste travail administratif que comportait l'exécution de la décision de M. le Gouverneur général relative à la séparation de l'arrondissement de Nivelles d'avec la province de Brabant, avait à peine été commencé, que le greffier provincial, M. Desgains, qui l'avait décidé, se voyait contraint, par suite de maladie, d'abandonner ses fonctions.

Proposé par le Collège des chefs de service, M. Decorte, bien que conscient des nombreuses difficultés qu'il aurait à surmonter et de la responsabilité qu'il assumait, eut le patriotique courage d'accepter la lourde succession.

M. Decorte a entièrement répondu à ce qu'on attendait de lui. Il a aujourd'hui le grand mérite d'avoir mené à bien la tâche qui lui avait été confiée, et il s'est par son patriotisme éclairé acquis des titres à la reconnaissance du personnel de l'administration provinciale, qui, par ces temps de vie chère, aurait été bien marri de voir son gagne-pain lui échapper.

L'heureuse solution qu'a reçue cette affaire prouve que le problème linguistique, dont certains pêcheurs en eau trouble ont voulu faire un épouvantail, est parfaitement soluble, lorsque des deux côtés on montre de la bonne volonté et de l'esprit de conciliation.

L'exemple donné par les fonctionnaires de l'administration provinciale, est d'autant plus rassurant que le sort des employés et des ouvriers des administrations communales du Grand-Bruxelles est lié au leur.

On peut être persuadé que la personnalité qui les dirige trouvera le moyen, tout en ne froissant aucune susceptibilité, de ne pas compromettre les légitimes intérêts du personnel administratif auquel s'appliquent les mesures décrétées par l'Autorité occupante concernant l'emploi du flamand.

Il n'empêche que le « XXe Siècle », cet artisan de dissolution nationale, parlera encore de désertions en masse et nous apprendra que le personnel de nos administrations publiques est composé exclusivement de « Boches authentiques ». (Numéro du 21 janvier 1918).

AVIS.

Nos lustres et lampes de tables en fer forgé, de fabrication belge, ont un cachet très artistique. Remplacent parfaitement les appareils en cuivre.

66, Boulevard Anspach, Bruxelles. (132)

FAITS DIVERS

LE FEU. — Hier soir, un incendie s'est déclaré dans le magasin de tabac des époux Taelemans-Dieudonné, ch. d'Etterbeek, 313. M. et Mme Taelemans étaient absents, les pompiers pour pénétrer dans la maison ont dû enfoncer la porte à coups de hache. Déjà les flammes avaient pris de grandes proportions, le magasin était envahi par les flammes. Au bout d'une demi-heure les sauveteurs furent maîtres de l'incendie. Les dégâts sont évalués à 4,000 fr. L'incendie a été causé par un charbon incandescent tombé d'un poêle Godin, placé dans le magasin.

Bruxelles-Kermesse, 131
19, rue des Pierres. Ce soir : **TALERA.**

LA TRAITE DECHIREE OU L'ART DE PAYER UNE DETTE. — Certain barnum protée qui vit de l'art et s'en fait du lard a trouvé, nous écrit une de ses victimes, un moyen inédit d'acquitter ses dettes. Son procédé pour faire honneur à sa signature est loin d'être banal. N'était la modestie bien connue de cet « artiste » on pourrait lui proposer de le faire breveter. On lui apporte une traite signée par lui en 1914. « Montrez voir », dit-il négligemment, et illico il déchire le billet en tout petits morceaux en ajoutant gracieusement : « Et maintenant, dites à M. ... que je l'enm... [illegible]

On n'est pas plus Régence; nous doutons fort néanmoins que ces procédés fassent plaisir aux ...étoiles.

LES RIGUEURS DE LA JUSTICE MAXIMALISTE. — L'ancien ministre de la justice, M. Plechkanoff, ayant congédié sa servante par suite de la gêne où il est tombé, le tribunal révolutionnaire l'a fait arrêter et l'a condamné à 195 roubles d'indemnité et à 300 roubles d'amende. On a vendu aux enchères la table de travail, la lampe et le fauteuil du « criminel » et comme cette vente n'avait pas produit la somme nécessaire, des gardes rouges armés enlevèrent à l'ancien ministre socialiste son pardessus. Cette dernière scène se passa dans la rue, et par un froid rigoureux.

LE FAUX SOUS-MARIN. — Une carcasse de baleine, portant sur le dos les traces de coups d'obus, s'est échouée près de l'île Lithioré. Le cétacé, qui avait sans doute été pris pour un sous-marin, a été remorqué à Quessant (France), pour être dépecé.

L'ENQUETE SUR LA CATASTROPHE D'HALIFAX. — La commission chargée par le gouvernement canadien de faire une enquête sur la catastrophe d'Halifax de décembre dernier, a rendu son jugement. Elle rend responsables de la catastrophe le pilote Mackay et le pilote Lamodec, du navire français « Mont-Blanc », qui sont convaincus tous deux d'avoir transgressé les règlements de rade.

Mackay a été arrêté sous l'inculpation d'homicide par imprudence et son brevet sera annulé. En ce qui concerne le capitaine Lamodec, la commission renvoie l'accusé devant les tribunaux maritimes français, sous l'inculpation de négligence et d'homicide par imprudence, et recommande l'annulation de son brevet.

UN GRAND-ONCLE D'AMERIQUE. — Le Belge le plus âgé de Détroit (Michigan), et peut-être des Etats-Unis, Fernand Van de Poucke, née à Ruysselede en 1827, vient de mourir à l'âge de 90 ans en cette ville cosmopolite. Van de Poucke s'était, vers 1847, fixé à Détroit, qui comptait alors 3,500 habitants, parmi lesquels de nombreux Flamands. L'évêque était Mgr Lefèvre, originaire de Roulers. Van de Poucke épousa une de ses compatriotes.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

BOURSE LIBRE DE BRUXELLES.

Les cours du jour. — Jeudi 14 février 1918

Rentes et lots de villes. — Belge 3 p.c., 71.50; Trésor 4 p.c., 102.50; Lots du Congo, 98.50; Anvers 1903, 71.50; Bruxelles Maritime, 67.50; Liège 1905, 71.25; Gand 1896, 72.50.

Chemins de fer et Tramways. — Athène Pirée, 22.50; Bilbao cap., 127.25; Brux.-Nord div., 892.50; id. pr., 502.50; Tram. Electr. pr., 100, 105; Espag. Electr. cap., 150.50; Inter Tram. div., 26, 27; Madrid Esp.-g. ord., 140; Murcie cap., 37, 38; Napolitains j., 60, 62.50; Vérone j., 165.

Métallurgie. — Allien e, 612.50; Atel. Jambes f., 70; Atel. Thiriau f., 76; Email Gosselies cap., 140; id. ord., 66; Prov. Russo-B., 405.

Mines. — Nitrates div., 89; Nouvelle Montagne, 442.50; Ph. Malgne ord., 160; Productora B, 132.50;

Charbonnages. — Bois d'Avroy, 335; Cheval à Dour, 1720, 1740; Couchant Flénu, 57.50, 58.75; Gives, 260, 267.50; Trieu Kaisin, 1485.

Valeurs coloniales. — Belgo Katanga div., 101.75; Comminière div., 55; Comm. et mines Congo div., 54; Géomines, 256.25; Katanga, 3440, 2420; Simkat div., 620, 617.50; id. cap., 120, 122.50; Union Minière div., 1750; Tanga, 129.

Valeurs caoutchoutières. — Annamites, 1125, 1100; Culture Java cap., 250, 225; id. f., 1940, 1980; Hévéa, 210, 215; Miapoli cap., 175; id. f., 1200; Sennah Rubber, 69; Zuid-Preanger, 212.50, 215.

Valeurs diverses. — Sucrerie Européenne f., 65, 67; Floridienne cap., 430; id. f., 260; Pétroles Borislaw cap., 72.50; Pétroles Tustanow pr., 230, 235; id. cap., 102.50, 107.50; id. f., 152, 153; Pétroles Grosnyi ord., 2255; Pétroles Nafta c., 115.50, 110.50; Inter Pétroles cap., 125, 127; id. ord., 75, 76.25; id. f., 700, 660; Brasserie de l'Etoile, 113; Brasserie de Haecht, 235.

Valeurs étrangères. — Dniéprovienne, 225; Dyle Bacalan ord., 1020; Kolomna, 365; Gas Porto, 24; Lujar, 700; Métal Russo Belge, 1270; Port of Para pr., 105; Savigliano, 1200; Havane, 250; Rajah, 770.

Affiches, Avis et Arrêtés Allemands

Ont été cédés au territoire des étapes, à la date du 1er février 1918, l'arrondissement d'Ath et la partie nord-ouest de l'arrondissement de Soignies (Lessines et environs) jusqu'à la ligne allant de la commune de Bever (celle-ci non comprise) à la commune de Bois-de Lessines (celle-ci y comprise).

L'avis Ia 14881 du 13 décembre 1915 (Bulletin officiel des lois et arrêtes, page 1426) est modifié en conséquence.

Brussel, le 4 février 1918.

Von seiten des Generalgouvernements
Der Chef des Stabes.
v. WINTERFELDT,
Generalmajor.

ANNONCES. . . . . 2 fr. la ligne

ON DEMANDE D'URGENCE :
BONS TAILLEURS, COIFFEURS, AJUSTEURS, FORGERONS, CHARPENTIERS ET BONS MANŒUVRES. **64, rue Marie-Thérèse.** 111

On dés acheter maison fermée meublée ou [illegible] 112

PERDU
mercredi aux environs de la Bourse, **Pochette contenant papiers de famille et argent.** Rapporter contre récompense : Avenue des Gloires Nationales, 32 127

PERDU petit chien griffon répondant au nom de Zut. Rapporter contre récompense, R. de la Caserne, 62 Anderlecht 128

Détectives Renseignements et Surveillances, Enquêtes. — Divorces. — VOLS. Agence « LUX », 56, r. de Laken, Bruxelles. 129

Maladies du foie, de la vessie et des reins sont radicalement guéries à tout âge par les **Capsules blanches du Dr Davidson** la boîte de 5 fr. 3 fr.
Dépôts : BRUXELLES, Pharm., 18, r. des Croisades; ANVERS, De Beul, 7, Longue r. Neuve; CHARLEROI, Lefèvre, 6, r. de Marcinelle; LIEGE, Goossens; GAND, De Moor, r. de Bruges.

On désire acheter ou louer
Campagne ou Terrain avec Etang
si possible boisé ou Watermael.
Ecrire, 15 Galerie de la Reine, Bruxelles. 114

Accoucheuse Prem. diplôme. Références. Confiance. — Paiement après succès. 13, r. de la Constitution (derrière l'Eglise Ste-Marie). 115

DEMOISELLE cherche PROFESSEUR PIANO ET CHANT (dame, pour perfectionnement. — Ecrire conditions et délai sous init. A. N., bur. journal. 116

Verres et Glaces
toutes dimensions, pour tous usages
Fournitures rapides et soignées. FRANCO PARTOUT.
D. DAMBREMEZ à JUMET (Spinoy) 88

On désire louer beau petit pied-à-terre ou quartier bien meublé avec confort moderne, luxueusement garni, avec salon, dans le centre. Ecrire d'urgence avec prix et conditions à G. A., bur. du journ. 131

On dem. à acheter salle à manger, chambre à coucher, fumoir, cuisine, salon style moderne ou antique en bon état ou neuf. [illegible] Ecr. M. B. L., bur. du j. 132

Jeune homme désirant apprendre la DANSE, demande bon professeur pour 3 ou 4 leçons par semaine. Ecrire d'urgence avec prix et conditions à A. A. 19, bureau du journal 120

COMPTOIR LILLOIS
DE CHANGE ET DE FONDS PUBLICS
Rue Nationale 101 **LILLE** Rue Nationale 101
Opérations sur tous titres, FRANÇAIS et ETRANGERS. — Payement de tous **Coupons,** même TROIS MOIS AVANT L'ÉCHEANCE.
Vérification des tirages
Renseignements gratuits sur toutes valeurs cotées ou non cotées
Toutes opérations financières

Imprimerie Internationale, 9, rue Ruysbroeck